



13 décembre 2018

COP24 : communiqué 5

Nouvelle intervention d'Antonio Guterres

Voyant que les avancées des négociations étaient peu encourageantes, Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, a fait une nouvelle intervention devant les 200 représentants des Etats présents à la COP24. Il a précisé que, selon lui, les « *questions politiques clé* » n'étaient toujours pas « *résolues* » et que rater ce nouveau rendez-vous international « *compromettrait notre dernière chance de stopper le changement climatique, hors de contrôle. Ce ne serait pas seulement immoral, ce serait suicidaire* ».

Lors de l'ouverture de la COP24, Antonio Guterres avait fait une intervention remarquée en vue de mobiliser les délégations du monde entier à œuvrer pour le succès de cette nouvelle conférence. Il a insisté notamment sur le fait que la lutte contre les effets négatifs des changements climatiques pouvait être une opportunité pour le monde entier. Selon un récent rapport, la nouvelle « économie du climat » pourrait créer 65 millions d'emplois et générer un gain de 26.000 milliards de dollars. Aussi les actions à mener ne doivent pas être perçues « comme un fardeau ».

Le Secrétaire général de l'ONU a aussi insisté sur la nécessité de « mobiliser des ressources et d'investir de concert pour lutter efficacement contre le changement climatique ». Les moyens financiers devront notamment permettre de construire les infrastructures nécessaires pour s'adapter aux modifications du climat. Les ressources pourraient être mobilisées notamment en taxant les émissions de CO2. Les nécessaires transitions devront se faire de façon « équitable pour les travailleurs des secteurs traditionnels confrontés à des perturbations, notamment par le biais de la reconversion et des filets de sécurité sociale ».

Où en sont les négociations à la conférence officielle ?

Elles ne progressent guère... Les Etats doivent présenter aujourd'hui, jeudi 13 décembre, au plus tard, leurs propositions de mise en application des différents points de l'Accord de Paris. Vendredi, le « livre des règlements » de l'Accord de Paris doit être finalisé : engagements pour réduire les émissions de GES, moyens pour inciter la population, financements pour soutenir les pays en développement afin de limiter les changements climatiques et de s'y adapter. Bien entendu, le blocage d'une motion par les Etats-Unis, la Russie, l'Arabie saoudite et le Koweït n'a rien arrangé.

L'indice de performance des changements climatiques 2019

Publié le 10 décembre, il montre que seuls quelques pays ont commencé à agir pour limiter le réchauffement en dessous de 2°C, et même 1,5°C. La Suède est en tête du classement, suivie par le Maroc et la Lituanie ; la France est en 21ème place...

Un lobbying citoyen s'est constitué pour réagir face à l'inertie des gouvernements

La COP 24 non-officielle a décidé de renforcer le réseau déjà existant entre les organisations, ONG, experts... pour s'adresser au public par le biais des médias et des divers acteurs économiques et politiques. Il sera recouru aux réseaux sociaux pour diffuser un journal ; celui-ci relaiera les actions des associations, mettra en valeur les initiatives menées à travers le monde, expliquera les enjeux de la COP24 dans un langage clair, abordable par tous. Il s'agit en effet de se donner les moyens d'une réelle progression sans attendre que les chefs d'Etat et de gouvernements soient convaincus de l'urgence des décisions à prendre.